

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 93 — 1904

Protocole fait à Bruxelles le 21 décembre 1979 portant modification de la Convention internationale pour l'unification de certaines règles en matière de connaissance du 25 août 1924, telle qu'amendée par le Protocole de modification du 23 février 1968 (1). — Adhésion de l'Australie

1. Le 18 juillet 1993 a été déposé au Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération au Développement de Belgique, l'instrument d'adhésion de l'Australie au Protocole précité.

2. Conformément aux dispositions de l'article VIII du Protocole précité, cette adhésion sortira ses effets à l'égard de l'Australie le 16 octobre 1993.

(1) Voir *Moniteur belge* du 22 novembre 1983.

**MINISTERIE VAN BUTTENLANDSE ZAKEN,
BUTTENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 93 — 1904

Protocol opgemaakt te Brussel op 21 december 1979 houdende wijziging van het Internationaal Verdrag voor de eenmaking van bepaalde regelen inzake cognossementen van 25 augustus 1924, zoals gewijzigd door het Wijzigingsprotocol van 23 februari 1968 (1). — Toetreding door Australië

1. Op 18 juli 1993 is bij het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking van België, de toetredingsoorkonde van Australië met betrekking tot het vooroemde Protocol nedergelegd.

2. Overeenkomstig het bepaalde in artikel VIII van het laatstgenoemde Protocol zal deze toetreding ten aanzien van Australië op 16 oktober 1993 in werking treden.

(1) Zie *Belgisch Staatsblad* van 22 november 1983.

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 1905

[S.C. — 29339]

5 JUILLET 1993. — Décret modifiant l'arrêté royal no 542 du 31 mars 1987 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. L'article 3 de l'arrêté royal no 542 du 31 mars 1987 portant l'organisation, le fonctionnement et la gestion des hôpitaux universitaires de l'Etat à Gand et à Liège est remplacé par la disposition suivante :

« Article 3. Le Centre hospitalier universitaire de Liège est chargé de la gestion :

1^o des lits agréés au centre hospitalier universitaire du Sart Tilman ou dans les institutions avec lesquelles il a conclu un plan de fusion, ainsi que des services techniques et administratifs attachés à ces lits;

2^o des services médico-techniques, des polycliniques et des laboratoires, pour autant qu'ils soient associés aux soins aux malades. »

Art. 2. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 4. § 1er. Le conseil d'administration est composé comme suit :

1^o douze membres nommés par le Gouvernement;

2^o le recteur, le doyen de la faculté de médecine et l'administrateur de l'Université de Liège;

3^o deux membres élus parmi eux par le médecin en chef et les médecins hospitaliers, chefs de service;

4^o deux membres élus parmi eux par les médecins hospitaliers qui ne sont pas chefs de service et dont les prestations atteignent au moins cinquante pour cent des prestations complètes;

5^o deux membres élus parmi eux par les membres du personnel administratif, technique, spécialité, paramédical et de gestion;

S'il n'est pas élu, le médecin en chef assiste avec voix consultative aux séances du Conseil.

§ 2. Le conseil d'administration, à la majorité absolue des membres présents, élit, parmi les membres visés au § 1er, alinéa 1er, 1^o, un président et un vice-président.

§ 3. Le vice-président remplace le président en cas d'absence ou d'empêchement.

§ 4. Le conseil d'administration choisit un secrétaire parmi les membres du personnel administratif de l'hôpital universitaire, pour un terme de quatre ans, renouvelable. Le secrétaire du conseil d'administration assure également le secrétariat du comité de direction.

§ 5. La qualité de membre du conseil d'administration est incompatible avec celle de membre d'une assemblée législative fédérale communautaire, régionale ou d'un conseil provincial, avec celle de membre du Gouvernement fédéral, d'un Gouvernement communautaire ou régional ou d'une députation permanente, avec la fonction de gouverneur de province, de président de l'organe de gestion ou de directeur d'une autre ou d'un groupe d'institutions hospitalières. »

Art. 3. L'article 5 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. § 1er. La durée des mandats des membres visés à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 1^o, 3^o, 4^o et 5^o, est fixée à quatre ans.

§ 2. La procédure d'élection des membres visés à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 3^o à 5^o, est fixée par le conseil d'administration. Cette procédure prévoit pour chacun de ces membres l'élection d'un suppléant. Ce suppléant ne peut siéger que conformément au § 3.

§ 3. La perte, en cours de mandat, de la qualité requise par l'article 4, § 1er, pour siéger au conseil ou la survenance d'une des incompatibilités prévues à l'article 4, § 5, entraîne de plein droit la fin du mandat.

(1) Session 1992-1993 :

Documents du conseil. — Nos 100 : no 1 : Projet de décret; no 2 : Rapport; no 3 : Amendements.

Comptes rendus intégraux. — Discussion. Séance du 23 juin 1993. — Adoption. Séance du 25 juin 1993.

Dans ce cas, ainsi qu'en cas de décès ou de démission, il est pourvu immédiatement au remplacement du membre concerné. S'il s'agit d'un membre visé à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 3^e, 4^e et 5^e, le nouveau titulaire est le suppléant désigné conformément au § 2.

Le nouveau titulaire achève le mandat de son prédécesseur. »

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

1^e le § 1er, 4^e, est remplacé par la disposition suivante :

« 4^e la désignation du médecin en chef et des chefs de service, sur la proposition du conseil de la faculté de médecine de l'Université de Liège; »

2^e le § 1er, 8^e, est abrogé;

3^e le § 1er, 9^e, est remplacé par la disposition suivante :

« 9^e les attributions de compétences au comité de direction sur la proposition de celui-ci; »

4^e le § 1er, 11^e, est remplacé par la disposition suivante :

« 11^e la définition des droits et obligations du personnel de l'Université de Liège qui exerce des activités de service à l'hôpital universitaire, uniquement en ce qui concerne ces activités. »

5^e le § 1er est complété par la disposition suivante :

« 12^e la conclusion des emprunts nécessaires aux investissements et au fonctionnement moyennant l'autorisation du Gouvernement. »

Art. 5. L'article 7 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 7. § 1er. Par comité de direction, on entend les personnes qui sont chargées de la gestion journalière de l'hôpital universitaire y compris la gestion des recettes et des dépenses. Sans préjudice des dispositions de l'article 8, § 1er, il remplit la fonction de directeur définie à l'article 8, 2^e, et 12^e, de la loi sur les hôpitaux coordonnée le 7 août 1987.

Le comité de direction prend ses décisions collégialement. Il peut attribuer des compétences déterminées à des membres du personnel ne faisant pas partie du comité de direction. Cette attribution de compétences doit être approuvée par le conseil d'administration et est toujours révocable. »

§ 2. Le comité de direction est composé :

1^e du président du conseil d'administration;

2^e de l'administrateur délégué;

3^e du médecin-chef.

Il est convoqué à l'initiative conjointe du président du conseil d'administration et de l'administrateur délégué. »

Art. 6. L'article 8 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 8. § 1er. L'administrateur délégué exécute les décisions du conseil d'administration et du comité de direction ayant pour objet la gestion administrative, budgétaire, financière et immobilière de l'hôpital universitaire. Il peut recevoir des délégations de compétences dans le cadre de cette mission. Ces délégations sont fixées par le conseil d'administration et sont toujours révocables.

Il veille à l'instruction et à la préparation des affaires relevant de sa compétence telle qu'elle est définie à l'alinéa 1er et qui sont soumises au conseil d'administration et au comité de direction.

L'administrateur délégué dirige les services administratifs, financiers et techniques.

L'administrateur délégué représente l'hôpital universitaire.

§ 2. L'administrateur délégué est élu par le conseil d'administration parmi les membres visés à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 1^e, à la majorité absolue des membres présents, pour un terme de quatre ans renouvelable.

Le conseil d'administration peut, à tout moment, mettre fin à ce mandat par une décision prise à la majorité des 3/4 des voix des membres présents, les abstentions n'étant pas comptées et l'administrateur délégué ne prenant pas part au vote.

§ 3. La charge d'administrateur délégué est une charge à temps plein. L'administrateur délégué peut cependant exercer une activité rétribuée n'absorbant pas une grande partie de son temps moyennant une décision motivée du conseil d'administration qui apprécie la compatibilité des deux activités.

Si l'administrateur délégué est un agent statutaire d'un service ou d'une administration publics, il est tenu d'obtenir un congé pour mission couvrant la durée de son mandat selon le statut qui lui est applicable.

Dans le cas contraire et s'il n'est pas réélu à la fin de son mandat ou s'il est mis fin à son mandat en application du § 2 ci-dessus, il conserve après la fin de celui-ci pendant les six premiers mois le traitement dont il bénéficiait, un demi-traitement pendant les trois mois suivants et un quart de traitement pendant les trois mois subséquents. »

Art. 7. L'article 12 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« La rémunération de l'administrateur délégué et du médecin en chef est au moins égale à celle d'un médecin-chef de service. L'administrateur délégué et le médecin en chef jouissent du régime de pension appliqué aux médecins-chefs de service. »

Art. 8. L'hôpital universitaire est autorisé à conclure un emprunt de 2 500 000 000 de francs au maximum avec la garantie de la Communauté française. Les conditions de cet emprunt sont fixées par le Gouvernement.

Art. 9. Dans le même arrêté, l'article 22 est remplacé par la disposition suivante :

« Article 22. § 1er. Le mandat des membres du conseil d'administration qui sont en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret prend fin au moment où sont nommés pour la première fois les membres visés à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 1^e.

Cette disposition ne s'applique cependant pas au recteur et au doyen de la Faculté de médecine de l'Université de Liège.

§ 2. L'élection des membres du conseil d'administration visés à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 3^e à 5^e, doit se faire avant le 1er octobre 1993.

§ 3. L'administrateur délégué en fonction au moment de l'entrée en vigueur du présent décret exerce les attributions de l'administrateur délégué telles que définies dans le présent décret jusqu'au moment où celui-ci est désigné conformément à l'article 8, § 2. Cette désignation doit intervenir dans les 60 jours qui suivent la nomination des membres visés à l'article 4, § 1er, alinéa 1er, 1^e. »

Art. 10. Le présent décret entre en vigueur le 1er septembre 1993.
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.
 Bruxelles, le 5 juillet 1993.

La Ministre-Présidente du Gouvernement de la Communauté française,
 chargée des Affaires sociales, de la Santé et du Tourisme,
 Mme L. ONKELINX

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique et des Relations internationales,
 M. LEBRUN

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,
 E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, de la Culture et du Sport,
 E. TOMAS

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 1905

[C — 29339]

5 JULI 1993. — Decreet tot wijziging van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de riksuniversitaire ziekenhuizen van Gent en Luik (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekraftigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Artikel 3 van het koninklijk besluit nr. 542 van 31 maart 1987 houdende de organisatie, de werking en het beheer van de riksuniversitaire ziekenhuizen van Gent en Luik wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 3. Het universitair ziekenhuiscentrum van Luik wordt belast met het beheer van :

1º de bedden erkend in het universitair ziekenhuiscentrum van « Sart Tilman » of in de instellingen waarmee het centrum een fusieplan heeft gesloten, met inbegrip van de met het beheer van die bedden verbonden technische en administratieve diensten;

2º de medisch-technische diensten, de poliklinieken en de laboratoria, voor zover ze bij de ziekenverzorging betrokken zijn. »

Art. 2. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 4. § 1. De raad van bestuur is als volgt samengesteld :

1º twaalf leden die door de Gouverneur benoemd worden;

2º de rector, de decaan van de faculteit der geneeskunde en de bestuurder van de Luikse Universiteit;

3º twee leden door de hoofdgeneesheer en de ziekenhuisgeneesheren-hoofden van dienst, uit hun eigen midden gekozen;

4º twee leden door de ziekenhuisgeneesheren die geen hoofd van dienst zijn en minimaal een halftijdse opdracht vervullen, uit hun eigen midden gekozen;

5º twee leden door de leden van het administratief, technisch, specialiteit, paramedisch en beheerspersoneel, uit hun eigen midden gekozen;

Wordt de hoofdgeneesheer niet gekozen, dan woont hij met raadgevende stem de vergaderingen van de raad bij.

§ 2. De raad van bestuur kiest bij volstrekte meerderheid der stemmen van de aanwezige leden een voorzitter en een ondervoorzitter uit de in § 1, lid 1, bedoelde leden.

§ 3. De ondervoorzitter vervangt de voorzitter indien deze afwezig of verhinderd is.

§ 4. De raad van bestuur wijst een secretaris aan onder de leden van het administratief personeel van het universitair ziekenhuis voor een vernieuwbare periode van vier jaar. De secretaris van de raad van bestuur neemt tevens het secretariaat van het directiecomité waar.

§ 5. De hoedanigheid van lid van de raad van bestuur is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van een federale, communautaire, gewestelijke wetgevende vergadering of van een provinciale raad, met de hoedanigheid van lid van de federale Regering, een communautaire of gewestelijke Regering of van een bestendige deputatie, met het ambt van provinciegouverneur, van voorzitter van het beheersorgaan of van directeur van een andere ziekenhuisinstelling of van een groep ziekenhuisinstellingen. »

Art. 3. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 5. § 1. De mandaten van de in artikel 4, § 1, lid 1, 1º, 3º, 4º en 5º, bedoelde leden hebben een duur van vier jaar.

§ 2. De verkiezingsprocedure van de in artikel 4, § 1, lid 1, 3º tot 5º, bedoelde leden wordt bepaald door de raad van bestuur. Deze procedure voorziet voor ieder lid de verkiezing van een plaatsvervanger. Deze laatste mag enkel zitting hebben overeenkomstig § 3.

§ 3. Indien in de loop van het mandaat de door artikel 4, § 1, vereiste hoedanigheid om zitting te hebben in de raad verloren gaat of indien één van de bij artikel 4.

§ 5. voorziene onverenigbaarheden zich voordoet, dan heeft dit van rechtswege het einde van het mandaat tot gevolg.

(1) Zitting 1992-1993 :

Stukken van de raad. — Nrs. 100 : nr. 1 : Ontwerp van decreet; nr. 2 : Verslag; nr. 3 : Amendementen.

Integrale verslagen. — Besprekking. Vergadering van 23 juni 1993. — Aanneming. Vergadering van 25 juni 1993.

In dit geval, evenals in geval van overlijden of ontslag, wordt er onmiddellijk voorzien in de vervanging van het betrokken lid. Wanneer het een in artikel 4, § 1, lid 1, 3^e, 4^e en 5^e, bedoeld lid betreft, is de nieuwe titularis de plaatsvervanger, aangesteld overeenkomstig § 2.

De nieuwe titularis voleindigt het mandaat van zijn voorganger. »

Art. 4. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt als volgt gewijzigd :

1^e § 1, 4^e wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 4^e het aanstellen van de hoofdgeneesheer en de diensthoofden, op de voordracht van de raad van de faculteit der geneeskunde van de Luikse Universiteit »;

2^e § 1, 8^e wordt afgeschaft;

3^e § 1, 9^e wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 9^e de toekenning van bevoegdheden aan het directiecomité op de voordracht van dit comité »;

4^e § 1, 11^e wordt vervangen door de volgende bepaling :

« 11^e het bepalen van de rechten en de verplichtingen van het personeel van de Luikse Universiteit dat betrokken wordt bij de dienstwerkzaamheden van het universitair ziekenhuis, enkel en alleen wat deze werkzaamheden betreft. »

5^e § 1 wordt aangevuld met de volgende bepaling :

« 12^e het aangaan van de leningen die nodig zijn voor de investeringen en de werking, mits toelating van de Regering. »

Art. 5. Artikel 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 7. § 1. Onder « directiecomité » worden verstaan de personen die door de raad van bestuur belast zijn met het dagelijks beheer van het universitair ziekenhuis, hierbij inbegrepen het beheer van de inkomsten en de uitgaven. Onverminderd de bepalingen van artikel 8, § 1, oefent dit comité de bevoegdheden uit van de directeur voorzien in artikel 8, 2^e en 12^e van de wet op de ziekenhuizen, gecoordeerd op 7 augustus 1987.

De beslissingen van het directiecomité worden collegiaal genomen. Het comité kan bepaalde bevoegdheden overdragen aan leden van het personeel die geen zitting hebben in het directiecomité. Deze bevoegdheidstoekenning dient goedgekeurd te worden door de raad van bestuur en is steeds herroepbaar. »

§ 2. Het directiecomité bestaat uit :

1^e de voorzitter van de raad van bestuur;

2^e de afgevaardigde bestuurder;

3^e de hoofdgeneesheer.

Het comité wordt bijeengeroepen op het gezamenlijk verzoek van de voorzitter van de raad van bestuur en de afgevaardigde bestuurder. »

Art. 6. Artikel 8 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 8. § 1. De afgevaardigde bestuurder voert de beslissingen van de raad van bestuur en van het directiecomité uit die betrekking hebben op het administratief, geldelijk, financieel beheer en op het beheer van de onroerende goederen van het universitair ziekenhuis. Bevoegdheidsdelegaties binnen het kader van deze opdracht kunnen hem worden verleend. Deze delegaties worden door de raad van bestuur bepaald en zijn altijd herroepbaar.

Hij zorgt voor het onderzoek en de voorbereiding van de aangelegenheden die tot zijn bevoegdheid behoren zoals deze bepaald is in lid 1 en die aan de raad van bestuur en het directiecomité worden voorgelegd.

De afgevaardigde bestuurder heeft de leiding over de administratieve, financiële en technische diensten.

De afgevaardigde bestuurder vertegenwoordigt het universitair ziekenhuis.

§ 2. De afgevaardigde bestuurder wordt door de raad van bestuur verkozen uit de in artikel 4, § 1, lid 1, 1^e, bedoelde leden bij volstrekte meerderheid der stemmen van de aanwezige leden voor een vernieuwbare periode van vier jaar.

De raad van bestuur kan te allen tijde een einde stellen aan dit mandaat bij een beslissing genomen bij een meerderheid van drie vierde van de stemmen van de aanwezige leden, waarbij onthoudingen niet in acht genomen worden en de afgevaardigde bestuurder niet stemgerechtigd is.

§ 3. Een afgevaardigde bestuurder heeft een voltijdse betrekking. De afgevaardigde bestuurder mag evenwel een bezoldigde activiteit uitoefenen op voorwaarde dat deze activiteit geen belangrijk deel van zijn tijd in beslag neemt en mits een met redenen omkleide beslissing van de raad van bestuur die zich uitspreekt over de verenigbaarheid van beide activiteiten.

Indien de afgevaardigde bestuurder een ambtenaar is die in vast verband benoemd is bij een openbare dienst of een openbaar bestuur, dan is hij verplicht een verlof voor opdracht te bekomen voor de duur van zijn mandaat, volgens het statut dat op hem toepasselijk is.

Zoniet en indien hij niet wordt herkozen op het einde van zijn mandaat of indien er een einde wordt gesteld aan zijn mandaat bij toepassing van hierboven vermelde § 2, behoudt hij gedurende de zes maanden na het beëindigen van zijn mandaat de volledig wedde die hem werd uitbetaald, een halve wedde gedurende de volgende drie maanden en een vierde ervan gedurende de daaropvolgende drie maanden.»

Art. 7. Artikel 12 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De bezoldiging van de afgevaardigde bestuurder en van de hoofdgeneesheer is ten minste gelijk aan deze van een geneesheer-hoofd van dienst. De afgevaardigde bestuurder en de hoofdgeneesheer genieten de regeling inzake rustpensioen die toegepast wordt op de geneesheren-hoofden van dienst. »

Art. 8. Het universitair ziekenhuis wordt ertoe gemachtigd een lening van ten hoogste 2 500 000 000 frank aan te gaan onder de waarborg van de Franse Gemeenschap. De Regering bepaalt de voorwaarden van deze lening.

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt artikel 22 vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 22. § 1. Het mandaat van de leden van de raad van bestuur die in functie zijn op het ogenblik waarop dit decreet in werking treedt, neemt een einde wanneer de in artikel 4, § 1, lid 1, 1^e, bedoelde leden voor het eerst benoemd worden.

Dit bepaling is evenwel niet toepasselijk op de rector en op de decaan van de Faculteit der geneeskunde van de Luikse Universiteit.

§ 2. De verkiezing van de in artikel 4, § 1, lid 1, 3^e tot 5^e bedoelde leden van de raad van bestuur moet plaatsvinden voor 1 oktober 1993.

§ 3. De afgevaardigde bestuurder die in functie is op het ogenblik waarop dit decreet in werking treedt, oefent de bevoegdheden van de afgevaardigde bestuurder uit, zoals bepaald in dit decreet tot wanneer laatstgenoemde is aangesteld overeenkomstig artikel 8, § 2. Deze aanstelling moet geschieden binnen de zestig dagen die volgen op de benoeming van de in artikel 4, § 1, lid 1, 1^o, bedoelde leden. »

Art. 10. Dit decreet treedt in werking op 1 september 1993.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 5 juli 1993.

De Minister-Voorzitster van de Regering van de Franse Gemeenschap,
belast met Sociale Zaken en Toerisme,

Mevr. L. ONKELINX

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,

M. LEBRUN

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en het Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Cultuur en Sport,

E. TOMAS

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 18 mars 1993, entrant en vigueur le 15 août 1993, M. De Bruyn, J.-M., président du tribunal de commerce de Termonde, est admis à la retraite.

Il a droit à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Police judiciaire

Par arrêté royal du 19 juillet 1993, sont nommés à la date du 1^{er} août 1993 officier-commissaire principal aux déléguations judiciaires près le parquet du tribunal de première instance à Anvers, MM. Janssens, G. et Van Achter, M., officiers-commissaires aux déléguations judiciaires près ce parquet.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 16 maart 1993, dat in werking treedt op 15 augustus 1993, is de heer De Bruyn, J.-M., voorzitter van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, in ruste gesteld.

Hij heeft aanspraak op pensioen en het is hem vergund de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Gerechtelijke Politie

Bij koninklijk besluit van 19 juli 1993, worden met ingang van 1 augustus 1993, benoemd tot officier eerstaanwezend commissaris voor gerechtelijke opdrachten bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, de heren Janssens, G. en Van Achter, M., officieren-commissarissen voor gerechtelijke opdrachten bij dit parket.

EXECUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

Openbare Afvalstoffenmaatschappij voor het Vlaamse Gewest Benoemingen

Bij ministeriële besluiten van 7 juli 1993, worden volgende personen benoemd :

- de heer Kindt, Vincent, met ingang van 1 mei 1993, in de graad van industriel ingenieur, met rangineming op 1 mei 1992;
- de heer Thoelen, Bart, met ingang van 1 mei 1993, in dezelfde graad, met rangineming op 1 mei 1992;
- de heer De Naeyer, Filip, met ingang van 19 mei 1993, in de graad van ingenieur, met rangineming op 1 mei 1992.

Bij ministerieel besluit van 8 juli 1993 wordt de heer Van Praet, Pierre, benoemd met ingang van 1 juli 1993. Betrokkene neemt rang in de graad van hulparbeider B per 1 april 1993.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE

Société publique des déchets de la Région flamande Nominations

Par arrêtés ministériels du 7 juillet 1993, les personnes suivantes sont nommées :

- M. Kindt, Vincent, à partir du 1^{er} mai 1993, au grade d'ingénieur industriel, avec prise de rang à la date du 1^{er} mai 1992;
- M. Thoelen, Bart, à partir du 1^{er} mai 1993, au même grade, avec prise de rang à la date du 1^{er} mai 1992;
- M. De Naeyer, Filip, à partir du 19 mai 1993, au grade d'ingénieur, avec prise de rang à la date du 1^{er} mai 1992.

Par arrêté ministériel du 8 juillet 1993, M. Van Praet, Pierre, est nommé à partir du 1^{er} juillet 1993. L'intéressé prend rang dans le grade de manœuvre B à la date du 1^{er} avril 1993.